

Simulations Macroéconomiques de différentes mesures de financement Présentation des résultats de l'OFCE

Conseil d'orientation des retraites

Séance plénière - 26 mars 2026

- ❑ Utilisation du modèle macroéconométrique EmeRaude
- ❑ Succède au modèle emod (Timbeau et al. 2002): recodage sous le logiciel R, intégration des prix chaînés, réestimation
- ❑ Modèle similaire au modèle Mésange (DG Trésor-INSEE), Opale (DG Trésor), FR-BDF (Banque de France)
- ❑ Combine un cadre comptable détaillé permettant de reproduire les comptes nationaux de manière relativement fine et des équations de comportement estimés
- ❑ Utilisation du modèle emod pour le COR (2019) et le HCFIPS (2021)

- ❑ **L'économie française est modélisée comme une petite économie ouverte au sein d'une union monétaire**
 - ❑ Les grandes variables de l'environnement international (demande extérieure, prix mondiaux, prix de l'énergie, taux d'intérêts) ne réagissent pas aux chocs spécifiques à la France
 - ❑ L'ajustement s'effectue principalement via le commerce extérieur.
- ❑ **Les variables macroéconomiques sont modélisées directement et non comme l'agrégation des comportements individuels des ménages et des entreprises.**
- ❑ **Le modèle simule le PIB et pas le bien être.**

- ❑ Combine une hausse de la population active (0.75%) à une baisse des pensions (1%), calée sur les simulations de la CNAV
- ❑ A court terme, les effets récessifs de la baisse de pensions prédominent : impact nul sur le PIB la première année et faiblement positif la seconde.
- ❑ Montée en charge de l'effet population active les années suivantes. Au bout de cinq ans, le PIB et l'emploi ont absorbé environ la moitié du choc.
- ❑ Amélioration progressive du solde public, dû initialement à la baisse des pensions puis au surcroît de recettes fiscales.
- ❑ Baisse du RDB réel des ménages à long terme, due à l'amélioration du solde public et la dégradation des termes de l'échange.

- ❑ Choc ex ante de 6 milliards d'euros (environ 0,2 pt de PIB)
- ❑ Dans le modèle, les deux variantes se caractérisent par les mêmes canaux de transmission et sont donc quasi identiques pour un choc calibré de la même manière ex ante. La population active est exogène dans le modèle et ne réagit pas à la hausse du taux de cotisation salariale ou à la baisse anticipée des pensions.
- ❑ Pas d'impact à long terme sur le taux de chômage et pas d'impact significatif sur le PIB. La hausse des cotisations salariales est payée à court et à long terme par les salariés.
- ❑ Effets récessifs à court terme via la baisse du Revenu disponibles des ménages et donc de la consommation.
- ❑ Ajustement à long terme par la compétitivité prix (hausse du chômage -> baisse des salaires -> baisse des prix domestiques -> hausse des exportations/baisse des importations).
- ❑ Amélioration du solde public à long terme, et baisse du RDB réel (amélioration du solde public, dégradation des termes de l'échange et pas d'effet PIB positif)

- ❑ La hausse des cotisations est supportée par les employeurs à court terme mais est intégralement répercutée sur les salariés à long terme.
- ❑ Pas d'effets à long terme sur le PIB et le taux de chômage comme dans les variantes cotisations salariales et baisse des pensions. Les résultats à long terme sont très proches entre les trois variantes, notamment sur le solde public ou le pouvoir d'achat.
- ❑ A court terme, hausse du coût du travail et des prix. Dégradation de la compétitivité qui pèse sur la croissance. La croissance est de plus moins riche en emploi du fait du coût du travail plus élevé.
- ❑ Limites: pas d'incidence fiscale spécifique des cotisations employeurs au niveau du SMIC ou des hauts salaires pouvant jouer sur leur mobilité internationale.